

Conversations Citoyennes : « Le Mali à la recherche d'une identité politique »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 05 OCTOBRE 2022

1194

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Session d'octobre du CNT

Le budget 2023 au menu



Climat : La caravane « Tambour battant vers la COP-27 » pour interpeller les décideurs



Deuxième sommet Russie-Afrique : Assimi Goïta invité par Vladimir Poutine



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

04 Oct. 2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

370

Nouveaux cas confirmés

03

Nouveaux guéris

31

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

525 749 Vaccinations incomplètes

1 883 778 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 686

Guéris

31 697

Décès

742

dont 169 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.16



P.26



/ Une /



Session d'octobre du CNT : Le budget 2023 au menu

P.5

/ Brèves /



Procès du massacre de 2009 en Guinée : La défense réclame des "égards" pour l'ex-président Moussa Dadis

P.10

Lutte contre le terrorisme : Démantèlement d'une "cellule terroriste" lors d'une opération hispano-marocaine (police)

P.10

Maroc-UE : Des ONG protestent contre des restrictions de visas "humiliantes"

P.11

Ouganda : Le fils du président perd le commandement des forces terrestres

P.11

Deuxième sommet Russie-Afrique : Assimi Goïta invité par Vladimir Poutine

P.12

Maouloud 2022 : Sous le signe du Soufisme, Principes et Fondements

P.12

Certificat d'honneur : Le Directeur National du Cadastre gratifié

P.13

Tchad : Le silence coupable de la communauté internationale

P.13

/ Actualité /



Climat : La caravane « Tambour battant vers la COP-27 » pour interpeller les décideurs

P.15

Coopération : École nationale de police du mali – académie de police de basse saxe, Allemagne

P.16

/ Politique /



Conversations Citoyennes : « Le Mali à la recherche d'une identité politique »

P.19

Comité CNJ de Tabakoto : Fin du bicéphalisme ?

P.20

Malick Diaw : « Assimi est le soldat de la renaissance du Mali »

P.21

/ Culture & société /



US et coutume : La charte du Kouroukan Fouga

P.22

/ International /



Burkina : Manifestation à Ouagadougou contre une visite ouest-africaine

P.23

A la pré-COP27 de Kinshasa : Comme prévu le Sud s'est fait entendre

P.24

/ Sport /



CAN 2025 : L'Algérie candidate pour remplacer la Guinée

P.25

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Session d'octobre du CNT | Le budget 2023 au menu

Le Président du Conseil National de la Transition, le Colonel Malick Diaw, a présidé, le lundi 3 octobre 2022, la cérémonie d'ouverture de la session d'octobre du Conseil National de Transition. Prévue pour 75 jours, la session examinera la loi des finances 2023 et la loi rectificative 2022, le projet de loi du budget 2018, et plusieurs autres textes. C'était en présence du Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga, des Présidents des Institutions, du Président du Conseil National de Transition de la Guinée, Dansa Kourouma et des membres du gouvernement.

Le Président du Conseil National de la Guinée, Dansa Kourouma, s'est dit très honoré de représenter son pays à la session ordinaire d'octobre de l'organe législatif de Transition du Mali. « C'est une autre façon de témoigner et répéter que tous nos défis communs, passés, présents et futurs, se joignent pour rappeler au devoir de notre fraternité séculaire, et notre indissoluble solidarité. Comme toujours, nous relèverons ces défis ensemble. Ensemble avec vos voisins et nos amis malgré les vicissitudes actuelles, notre lutte

commune pour une transition réussie dont les résultats généreront des mutations démocratiques profondes sera comprise par nos voisins et nos amis comme notre contribution structurelle tendant à changer les devenirs politiques, économiques et sociaux de notre sous-région ; en ce sens où, nous sommes déterminés à enraciner et à élever des édifices constitutionnels et institutionnels qui ne favoriseront plus de nouvelles transitions. Donc, qui résisteront au temps et à la tentation des Hommes », a-t-il dit.

Selon Dansa Kourouma, la fraternité incarnée par le Mali, la Guinée, le Burkina Faso et autres, est celle de nos aïeux. « L'histoire nous a unis par le sang et le territoire, le présent le confirme. Car, hier nos peuples étaient indignés par la mauvaise gestion publique, la corruption, la gabegie, l'insécurité, l'inceste institutionnel. Ce dernier travers consiste pour le pouvoir exécutif à entretenir des relations illégales et immorales avec les autres institutions de la république, se manifestant sous forme d'injonction, d'ingérence et d'intrusion dans le fonctionnement de la justice, la prise en otage de la représentation nationale par l'infiltration insidieuse d'éléments politiques mal élus, ou issus de mascarades électorales donc dépourvu de toute légitimité populaire. C'est, aussi, la confiscation de l'identité morale ou éthique et finalement l'altération de l'indépendance de ceux qui doivent contrôler les comptes de l'Etat et sa gouvernance. Ces institutions supérieures de contrôle très affaiblies souvent par des austérités budgétaires, sciemment imposées, sont décrédibilisées soit par une composition tronquée soit par des textes taillés sur mesure ou des directives non appliquées ; et plus grave c'est la mainmise de nos exécutifs d'hier ou d'avant sur les institutions. Donc, du fait



de la corruption... ces hautes autorités ont trainé le peuple. Ils ont volé ses richesses, confisquer la dignité par la soumission aveugle aux diktats... de la honteuse domination néocolonialiste », a-t-il dénoncé avec véhémence.

La poursuite des actions de refondation prônée

A l'entame de son intervention, le Président du Conseil National de la Transition, le Colonel Malick Diaw, a salué l'ensemble des autorités de la transition pour le combat qu'elles mènent. Combat qui consiste à redonner au Mali, sa dignité et sa place dans le concert des nations. Il a tenu particulièrement à saluer le leadership et la clairvoyance du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta. « **Nous sommes tous témoins que malgré les multiples soubresauts et adversités auxquels notre pays est régulièrement confronté, le soldat Assimi Goïta n'a pas été désaxé d'un iota et il ne le sera sûrement jamais. Soldat dans l'âme et dans le sang, le Président Assimi Goïta que j'aime surnommer aussi « l'imperturbable » ne déméritera jamais. A l'instar des autres acteurs du 18 août 2020, je pense profondément que si le Président Amadou Toumani Touré, paix à son âme, a été le soldat de la démocratie au Mali, son cadet Assimi Goïta, lui, est le soldat de la renaissance du Mali** », a-t-il affirmé.

Le colonel Diaw a, par ailleurs, félicité le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maïga pour le discours historique qu'il a prononcé à la tribune de la 77^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a, aussi, profité du haut de sa tribune pour souhaiter prompt rétablissement au Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga. Et d'ajouter. « **Notre chemin, il est vrai n'est pas linéaire, il n'est pas non plus un fleuve tranquille. Mais, ensemble nous pouvons continuer à remporter des succès importants dans le domaine de la paix, de la sécurité, de la réconciliation nationale, du développement durable. Ensemble nous pourrons laisser un Mali meilleur pour notre postérité. Il est donc de notre devoir de rassurer les maliens et maliennes que nous allons achever le chantier ouvert**

par nos pères de l'indépendance. Avec fierté nous notons déjà plusieurs pas importants », a-t-il fait savoir.

Aussi, assure le Président du Conseil National de Transition, le Colonel Malick Diaw, le vote du budget constitue un moyen privilégié pour le parlement de contrôler d'une part, les recettes de l'Etat à travers le système d'imposition des citoyens et d'autre part les dépenses publiques en veillant à leur pertinence et à l'orientation des ressources financières disponibles. « **Vous mesurez donc la grande responsabilité qui est la nôtre en la matière** », a-t-il précisé, tout en invitant les conseillers du CNT à un examen minutieux des textes et lois.

■ Ibrahim Sanogo



■ Awa Sylla

Bamako est noire depuis 18h30. Monsieur on a le soleil pour on est dans une ville noire.



■ Africa24 TV

#ÉcransNoirs2022

Bruce Ngali Tendimba, réalisateur, scénariste et écrivain : " La nécessité de se former au cinéma est un impératif éthique".

A lire dans cette interview, les déclarations du jeune cinéaste camerounais sur les actions à mener pour le développement du 7ème art en Afrique.



■ As Seyd Cheick Chérif Ousmane Madani Haidara

Info urgente : En raison des matchs de CAF, le Maouloud 2022 du Guide organisé par la FADI sera à Dognoumana. Bonne fête de Maouloud à tous !



■ Jeune Afrique

Du Mali au Burkina, les partisans des juntes au pouvoir affichent des positions pro-russes et anti-françaises pour se donner une posture révolutionnaire. Bien commode quand on tente, comme Abdoulaye Maïga devant l'ONU, de masquer un échec politico-sécuritaire <http://ow.ly/FW8M50KZEgm>



■ Moussa Baba Coulibaly

Ce voyeurisme dont on ne parle pas ou si peu Accompagner la nouvelle mariée dans son foyer, c'est bien mais aller fouiner dans la chambre et l'antichambre du couple, cela n'est plus de l'accompagnement.



■ Daouda Bakary Kone

(CROISSANCE AFRIQUE)-Au #maroc , la #sociétéInvolys affiche un résultat net de 2,4 MDH au 1er semestre 2022, soit une Hausse de 41,17% par rapport au premier semestre 2021. Il s'agit d'une appréciation significative du résultat net s'explique notamment par l'amélioration du résultat financier du fait d'une exposition plus réduite au risque de change. #change #afrique



■ Gandhi MÉDIA - GM

Il y a crash partout où l'avion vole, le cas à Gao aujourd'hui n'est aucunement lié à la qualité de l'appareil, taisez-vous !!



■ Issa Kaba

Général Amadou Sagafourou Gueye grand chancelier des ordres du Mali nommé sous Amadou Toumani Touré après le décès de Koké Dembélé)

Ne confondez pas la médaille du Mali à la médaille de Amadou Aya Sanogo ,IBK ou Assimi Goita il s'agit des médaillés du Mali de 1960 à aujourd'hui.



■ Awa Sylla



Dans affaire de décoration là on a jamais décorer les plus méritant on a vu feu mon EX décorer son cuisinier et on a vu aussi un monsieur en cabale décorer ici. Sinon les vrais sportifs sont mis à la touche.

■ Croissanceafrique.com



(CROISSANCE AFRIQUE)-L'Institut Africain des Sciences Mathématiques est heureux d'annoncer son partenariat avec QINTESS après la signature d'un protocole d'accord visant à stimuler la transformation numérique pour les clients mondiaux, à faciliter et à soutenir le développement de solutions innovantes en Afrique et au-delà en s'appuyant sur Web3. Entre autres choses, AIMS et QINTESS établiront un programme d'échange AIMS-QINTESS. En outre, les deux institutions travailleront ensemble pour promouvoir l'employabilité et les opportunités de réseautage transatlantique pour les jeunes Africains tout en servant un large portefeuille de clients mondiaux....

■ Aliou Mahamadou Maiga



Pourquoi se réjouit du malheur des autres. Le pilote décédé dans l'accident d'avion d'aujourd'hui mardi 04 octobre 2022 est un malien et il a des parents !!! Il est décédé pour nous.KO

■ Financial Afrik



Bank of Africa Mali (BOA-Mali) annonce un produit net bancaire de 16,7 milliards de FCFA à la fin juin 2022, soit une progression de 7% en glissement annuel. La banque qui indique avoir terminé le premier trimestre avec un résultat en progression de 2,19% à 1,5 milliards FCFA, ressort d'un semestre plutôt éprouvant.
#Alerte #BOAMali #Mali



■ Gandhi MÉDIA - GM



ALERTE - Première rencontre entre le Capitaine Ibrahim Traoré et le médiateur de la Cedeao pour le Burkina, Mahamadou Issoufou, ancien Président Niger.



■ USAID Mali



En cette période de soudure et de vie chère, USAID - US Agency for International Development poursuit son appui à l'endroit des populations de Bougouni et Yanfolila. « Je remercie l'USAID pour cet appui. Il y a de cela quelques mois, mon enfant était affaibli. Je pensais qu'il allait mourir. Grâce à la bouillie faite à base de céréales, mon enfant a pris du poids. Il était en bonne santé. Cependant, en cette période de soudure, nous n'avons plus de farine de céréales disponible. Cet appui de l'USAID vient au bon moment car les récoltes de l'année passée sont finies et celles de cette année ne sont pas encore disponibles. Avec la quantité de farine de céréales que nous venons de recevoir, l'alimentation de nos enfants ne connaîtra pas de rupture », explique Sanata Koné.
L'enfant de Sanata Koné de Bougouni fait partie des 4 294 enfants souffrant de malnutrition qui ont bénéficié de 17 kilogrammes de farine fortifiée chacun. Au total, 146 000 sachets de 500 g de farine

fortifiée ont été ainsi donnés aux enfants. Cet appui contribuera à la réduction du taux de la malnutrition aiguë chez les enfants de 6 à 59 mois dans les 10 districts sanitaires de la région de Sikasso. University Research Co., LLC (URC) RTI International USAID Mali



■ Kati 24



#Culte et #Religion

Ce lundi 03 octobre une conférence de presse s'est tenue chez #Cheick Soufi Bilal, le grand guide des #Soufi, avec comme thème cette année : Le Soufisme, Principes et fondement, et la célébration du #Maouloud prévu du 8 au 14 octobre au Stade Omnisport Modibo Keita, et la grande bénédiction prévu pour le 15 octobre.

Il en a profité pour donner l'importance de cette évènement partout dans le monde, le #Soufisme : c'est la voie des amoureux dans le sphère des mondes paradisiaque, au delà c'est l'amour réel du prophète Muhammad psl et de son créateur Allah.



■ Colonel Assimi GOITA



J'ai eu un riche entretien téléphonique avec S.E.M. Vladimir Poutine. Nous avons évoqué les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale notamment économique et sécuritaire. Je salue un partenariat gagnant-gagnant basé sur le respect mutuel.



■ Wassim Nasr



#Mali #Gao selon source locale « au retour d'une mission un #Sukhoi #Su25 s'est crashé entraînant la mort des deux pilotes [sans précisions sur les nationalités] et de 3 autres personnes et un nombre équivalent de blessés »



Procès du massacre de 2009 en Guinée : La défense réclame des "égards" pour l'ex-président Moussa Dadis



La défense de Moussa Dadis Camara a réclamé mardi des "égards" pour son client, et son placement en résidence surveillée plutôt que son maintien en prison, devant le tribunal qui le juge pour le massacre du 28 septembre 2009.

Moussa Dadis Camara et une dizaine d'anciens officiels militaires et gouvernementaux comparaissent depuis le 28 septembre devant un tribunal criminel de Conakry où ils répondent d'une litanie d'assassinats, viols et actes de torture commis lors de la répression d'une manifestation de l'opposition le 28 septembre 2009 et les jours suivants.

La cour a commencé l'interrogatoire des accusés mardi, mais l'audience a très vite sombré dans les querelles de procédure.

L'un des avocats du capitaine Dadis Camara, Me Pépé Antoine Lamah, a contesté le placement de son client en détention.

Le parquet a fait incarcérer les accusés encore libres la veille du procès, dont le capitaine Dadis Camara qui vivait jusqu'alors en exil au Burkina Faso et était rentré quelques jours plus tôt.

Me Lamah a dit craindre pour la sécurité de son client, incarcéré à la prison centrale de Conakry avec les autres accusés, dont le lieutenant Aboubacar Sidiki Diakité, alias "Toumba". Le lieutenant Diakité, ancien chef de l'unité de protection de Moussa Dadis Camara, avait ouvert le feu sur ce dernier le 3 décembre 2009 et gravement blessé l'autocrate qui semblait rejeter la faute du massacre sur cet aide de camp.

"Qu'on le veuille ou non, à un moment donné de l'histoire de la Guinée, le capitaine Moussa Dadis Camara a dirigé ce pays; alors un peu d'égards pour lui", a plaidé Me Lamah. "À défaut de le mettre en liberté, il faut aménager une villa pour lui", a-t-il demandé.

"Dadis Camara est renvoyé devant la cour criminelle comme tous les autres, il sera traité au même titre que les autres", a répondu le procureur Alghassimou Diallo.

La cour n'a pas tranché et devrait se prononcer ultérieurement.

La défense du lieutenant Diakité a demandé son évacuation sanitaire. À l'ouverture du procès la semaine passée, il semblait très diminué et avait suivi toute l'audience debout, apparemment incapable de s'asseoir. Il est écroué depuis 2017.

Il souffre de maladies liées à son incarcération, "la position assise l'étouffe et lui fait remonter les intestins", a déclaré un de ses conseils, Me Paul Yomba Kourouma. "On ne peut pas juger un malade", a renchéri un autre avocat, Me Lancinet Sylla, qui a demandé son évacuation vers

Lutte contre le terrorisme : Démantèlement d'une "cellule terroriste" lors d'une opération hispano- marocaine (police)



Les polices espagnole et marocaine ont démantelé mardi une "cellule terroriste" soupçonnée de liens avec l'organisation jihadiste Etat islamique (EI), lors d'une opération sécuritaire conjointe, a-t-on appris de sources policières.

Cette opération a abouti à l'interpellation de neuf personnes dans l'enclave espagnole de Melilla (nord du Maroc) et de deux autres à Nador, ville proche de Melilla, précise un communiqué de la police marocaine. Les deux suspects appréhendés à Nador, âgés de 34 et 39 ans, ont été placés en garde à vue.

Des sources policières espagnoles interrogées par l'AFP ont fait état quant à elles de l'arrestation de 10 personnes dans l'enclave de Melilla et d'une autre à Grenade, dans le sud de l'Espagne.

Selon la police marocaine, des perquisitions ont permis la saisie de "matériels informatiques" sous forme de téléphones mobiles, de cartes SIM, d'un ordinateur et de supports numériques.

Les suspects faisaient "l'apologie de l'idéologie extrémiste à travers la diffusion de discours et de contenus numériques via les systèmes informatiques ou la communication directe, afin d'embrigader et d'enrôler des personnes pour rejoindre les organisations terroristes", selon la même source. Le chef présumé du réseau a des liens avec une autre cellule démantelée en décembre 2019 dans la banlieue de Madrid et à Nador, dans le cadre d'une opération conjointe de policiers marocains et espagnols, ajoute le communiqué.

Le Maroc et l'Espagne ont repris officiellement leur coopération sécuritaire en avril dernier, après avoir mis fin à leur différend sur la question du Sahara occidental. La police marocaine affirme avoir démantelé plus de 2.000 cellules jihadistes et interpellé plus de 3.500 personnes dans le cadre d'affaires liées au "terrorisme" depuis 2002.

AFP

le Sénégal voisin, d'où il avait été extradé.

Avant que l'audience ne s'enlise, la cour a eu le temps de demander pour la première fois à un accusé, le commandant Moussa Thiéboro Camara, s'il reconnaissait les faits. Il a répondu qu'il plaiderait non-couppable.

AFP

Maroc-UE : Des ONG protestent contre des restrictions de visas "humiliantes"



Des défenseurs des droits humains marocains ont manifesté mardi devant le siège de la délégation de l'Union européenne (UE) à Rabat pour protester contre des restrictions des visas Schengen délivrés, en particulier de la part de la France, a constaté l'AFP.

"Nous sommes ici pour exprimer notre colère contre l'humiliation, l'arrogance et le racisme subis par nombre de nos concitoyens et concitoyennes dont les demandes de visas sont refusées par les Etats de l'UE", a déclaré le président de l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH), Aziz Ghali. Ces derniers "persistent à ne délivrer les visas qu'à un nombre restreint de demandeurs, même si les demandes réunissent toutes les conditions requises", a déploré M. Ghali dans un message adressé à l'ambassade de l'UE au Maroc.

Une cinquantaine d'activistes ont participé à ce sit-in symbolique à l'appel de l'AMDH et de la Ligue marocaine pour la défense des droits de l'Homme (LMDDH). "Oui à la liberté de circulation, non aux accords coloniaux!", ont-ils scandé. "La privation de visas est un acte discriminatoire et raciste", pouvait-on lire sur une pancarte. Parmi leurs griefs: la non justification du refus des visas, selon eux, et le non remboursement des frais de dossiers.

L'AMDH a reçu des doléances de personnes qui ont été "privées de visas d'une manière inacceptable et injustifiée, alors qu'elles ont des droits ou des intérêts à gérer dans des pays européens, notamment en France", a expliqué à l'AFP Khadija Ryadi, militante de l'AMDH. La France est la particulièrement visée, après avoir décidé en septembre 2021 de diviser par deux l'octroi de visas au Maroc et à l'Algérie, arguant de la réticence de ces pays à reprendre leurs ressortissants en situation irrégulière dans l'Hexagone. Une décision qualifiée d'"injustifiée" par Rabat et de "grande maladresse" dans les milieux intellectuels.

Ce durcissement a déclenché des vagues d'indignation sur les réseaux sociaux et dans les médias marocains, et jeté un froid dans les relations entre Rabat et Paris.

Néanmoins, des sources diplomatiques françaises assurent que "les taux de refus (de visas) évoqués dans certains médias et relayés par les réseaux sociaux (marocains) sont en décalage total avec la réalité". "La campagne étudiante 2022 s'est très bien déroulée, avec un nombre de visas étudiants délivrés équivalent à ce stade à celui de 2021", assurent ces sources.

AFP

Ouganda : Le fils du président perd le commandement des forces terrestres



Le ministère ougandais de la Défense a annoncé mardi que le fils du président Yoweri Museveni, Muhoozi Kainerugaba, était remplacé par un autre militaire à la tête des forces terrestres du pays, quelques heures après qu'un tweet du fils a provoqué un tollé au Kenya. Le lieutenant général Kayanja Muhanga "a été nommé commandant des forces terrestres", selon un communiqué du ministère, en remplacement de M. Kainerugaba.

Le ministère a aussi annoncé que le président Museveni avait promu son fils de 48 ans au rang de général, une mesure perçue par des analystes interrogés par l'AFP comme cosmétique, et destinée à faire passer l'autre décision. La décision du ministère de la Défense est en effet intervenue peu après que M. Kainerugaba a déclenché un tollé en tweetant qu'il était prêt à envahir le Kenya.

"Il ne nous faudrait pas, à nous, mon armée et moi, deux semaines pour capturer Nairobi", a-t-il déclaré lundi soir dans ce tweet, avant de faire volte-face dans un second temps. "Je ne battraï jamais l'armée kenyane parce que mon père m'a dit de ne jamais le tenter ! Donc, nos gens au Kenya devraient se détendre !" Le tollé occasionné sur les réseaux sociaux a poussé le ministère ougandais des Affaires étrangères à publier une déclaration disant son "engagement envers le bon voisinage (et) la coexistence pacifique" avec le Kenya.

Yoweri Museveni, qui dirige l'Ouganda d'une main de fer depuis 1986, pourrait de nouveau se porter candidat à l'élection présidentielle prévue en 2026.

AFP

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com

Site : www.malikile.com

Deuxième sommet Russie-Afrique : Assimi Goïta invité par Vladimir Poutine



Le Président russe, Vladimir Poutine a invité le président de la transition, le Colonel Assimi Goïta à prendre part au deuxième sommet Russie-Afrique à l'été 2023. C'est la première fois, il faut le souligner, que la Russie invite le Président de la transition officiellement à prendre part à un sommet qui réunira les dirigeants africains et la Russie.

La coopération entre la Russie et le Mali se renforce progressivement. En atteste, l'invitation adressée par le Président Vladimir Poutine à son homologue malien pour prendre part au prochain sommet Russie-Afrique, prévu à Saint-Petersbourg à l'été 2023.

En effet, au cours d'un récent entretien téléphonique les deux chefs d'Etat ont échangé sur la poursuite du développement des relations bilatérales, notamment dans le domaine commercial et économique.

L'intention, de part et d'autre, de renforcer davantage la coopération russo-malienne dans le domaine de la sécurité afin d'éradiquer les groupes terroristes sur tout le territoire du Mali a été confirmée lors de cet échange téléphonique, selon un communiqué de l'Ambassade de la Fédération de Russie au Mali.

Très appréciée par le peuple malien, la coopération entre la Russie et le Mali a porté ses fruits notamment le domaine humanitaire et militaire. Récemment encore, le Mali recevait une cargaison de produits de première nécessité et pharmaceutique pour combler les besoins des populations. Ce qui renforce davantage l'amitié entre les deux pays. Les produits de première nécessité, y compris les médicaments, ont été distribués par le Gouvernement du Mali aux populations vulnérables dans différentes régions du pays. De même, deux avions de transport russes sont arrivés à Bamako les 15 et 20 août dernier avec une cargaison des frets humanitaires.

Ces livraisons confirment la relation stratégique et l'amitié étroite entre les deux pays, et sont également un signe de solidarité et de confiance mutuelle.

Pour rappel, c'est en décembre 2021 que le Mali a relancé le partenariat avec la Russie, pour se développer dans de nombreux domaines, notamment politique, militaire, et économique. A ce sujet, la Russie aura mis à sa disposition par exemple des avions de chasse, de transport de troupes mais surtout des radars pour lutter efficacement contre le ter-

Maouloud 2022 : Sous le signe du Soufisme, Principes et Fondements



Religion : La Communauté musulmane des soufis célébrera le Maouloud 2022 du 8 au 15 octobre sous le signe Soufisme, Principes et Fondements. L'annonce a été faite par le Grand Guide Spirituel des Soufis Cheick Bilal Diallo au cours d'une conférence de presse, tenue dans la soirée de ce lundi 03 octobre 2022 chez lui à Sénou.

Pour le Grand Guide Spirituel des Soufis Cheick Bilal Diallo, le Maouloud consiste à célébrer le dernier prophète de l'humanité PSL Mohamed à travers ses actes et paroles qu'il a laissé aux musulmans du monde entier, pour être récompensé à l'au-delà. Pendant ce mois d'octobre 2022 le Maouloud, explique le Guide Soufi Bilal, sera aussi de prêcher le message de la non-violence...

Selon le programme établi par la Communauté des soufis, pendant une semaine du 8 au 15 octobre, plusieurs activités seront menées à travers un festival. Les activités les plus attendues de ce Maouloud 2022 par les fidèles sont : le prêche de naissance prévu le 8 octobre, le prêche de baptême le 14 octobre et la grande bénédiction le 15 octobre qui se tiendra au stade omnisport Modibo Keita.

Des inquiétudes, selon le Guide Spirituel Cheick Soufi Bilal, sont à noter. Car, explique-t-il, jusqu'aujourd'hui, l'autorisation de célébrer le Maouloud au stade omnisport Modibo Keita, censée être accordée par le Ministère des Sports est attendue.

Pour cela, « nous interpellons le gouvernement de transition à nous autoriser de célébrer le Maouloud au stade omnisport car le stade est le seul endroit qui pourra accueillir les fidèles musulmans venus de partout. Il faut qu'il sache que le Maouloud c'est l'espace de paix pour passer les messages de la cohésion sociale, prôner la non-violence... J'ose espérer que d'ici là, nous aurions le stade pour célébrer le Maouloud... » affirme Cheick Soufi Bilal, relativement optimiste.

À la fin de sa conférence, le Guide Soufi Bilal a invité tous les musulmans à venir écouter et comprendre le soufisme qui est la lumière spirituelle dans ses principes et fondements

Bokoum Abdoul Momini

rorisme. Côté malien, la réactivation de ce partenariat s'explique par le besoin de diversifier les coopérations internationales, mais surtout, de s'allier avec des nations qui respectent la dignité des maliens.

Binadjan Dombia

Certificat d'honneur : Le Directeur National du Cadastre gratifié



Le Directeur de publication du "Magazine à la Découverte des Leaders (MADLEAD)", Drissa Arama a remis le certificat d'honneur, au Directeur National du Cadastre, Amadou Baba Traoré, non moins président du Camp de Jeunesse Entreprenante pour le Développement de Mopti. Cela, pour ses efforts dans le développement de sa communauté (Mopti). Le MADLEAD est un instrument de promotion des leaders, de renforcement des capacités des jeunes.

La 4^e Edition, délocalisée à Mopti, était parrainée par le Directeur National du Cadastre, Amadou Baba Traoré, ressortissant de cette localité. Lequel s'est réjoui de cet honneur fait à sa personne par les responsables de MADLEAD. Il a félicité les 44 lauréats, qui se sont distingués lors de cette édition, dont une vingtaine de Mopti. Il les a encouragés à persévérer dans le travail pour se maintenir au sommet, tout en contribuant à sortir le Mali de l'ornière. Ainsi, il s'est réjoui de la distinction à titre posthume du président feu Amadou Toumani Touré (ATT), du Docteur Ogobara Doumbo, de l'écrivain Amadou Yambo, d'Oumar Baba Cissé et de Mme Samassékou.

Maffenin Diarra

Tchad : Le silence coupable de la communauté internationale



Après avoir pris le pouvoir par un coup d'état de suite de la mort de son père, Mahamat Idriss Deby Itno s'est encore taillé la part du lion.

Pour faire passer sa forfaiture, Mahamat Idriss Deby qui devrait respecter le délai imparti à la transition Au Tchad a organisé un semblant de dialogue national en excluant l'opposition et l'essentiel des organisations de la société civile. À la fin de dialogue, il se taille à la fois deux ans de prolongation de la transition et la possibilité pour lui et son premier ministre de se présenter aux élections qu'ils vont organiser.

Déjà, le plus immature des Tchadiens sait qui sera le futur président du pays à la fin de la transition. Mais malgré le caractère antidémocratique et dictatorial du régime de transition tchadien, la communauté internationale qui ne cesse de harceler le Mali et la Guinée Conakry n'a pipé mot. Deux poids deux mesures et flagrant délit de succession de père en fils comme si le Tchad était une propriété familiale des Deby !

Mamadou Cissé



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Climat : La caravane « Tambour battant vers la COP-27 » pour interpeller les décideurs

En vue de contribuer à interpeller les responsables (inter)nationaux et les communautés à agir pour relever les défis climatiques en Afrique, l'ONG OXFAM et ses partenaires, ont lancé une caravane à travers le Mali, appelée « Tambour battant vers la COP-27 ». Cette caravane se tient à quelques semaines de la COP 27, prévue pour novembre au Caire (Egypte). Elle se veut une tribune pour les groupes de jeunes et de femmes dans leurs actions d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques.

La cérémonie a été présidée par la représentante de la Grande muraille verte, Mme Sidibé Zenabou KEÏTA, avec la présence du représentant de l'ONG OXFAM, Souleymane M. DOUMBIA et des acteurs et parties prenantes travaillant sur les enjeux du changement climatique et de la justice climatique, au Mali.

A travers cette caravane il s'agit, pour ses initiateurs, de mobiliser les communautés lo-

cales, y compris les mouvements de jeunesse, en faveur de la justice climatique, mettre en évidence les impacts du changement climatique sur les communautés africaines et leurs environnements et mettre en évidence les solutions climatiques intégrées à leurs connaissances traditionnelles et locales.

De même, elle vise à accroître la pression des citoyens africains sur les gouvernements nationaux et sur les négociations internationales

lors de la COP 27 afin de mieux prendre en compte leurs réalités, leurs priorités et leurs aspirations, protester contre la lenteur de l'application effective de l'accord de Paris et exiger le retrait du secteur des terres (forêts et terres agricoles) dans les marchés carbonés stipulés dans l'article 6 dudit accord.

Cette caravane vise par ailleurs à défendre la politique du pollueur-payeur à travers l'engagement pris par les grandes puissances industrielles émetteurs de gaz à effet de serre à verser l'enveloppe de contribution financière pour le compte des pays moins développés pour réduire leur émission en faveur du changement climatique.

Au cours de son allocution, le représentant de l'ONG OXFAM, Souleymane M. DOUMBIA, a précisé que la caravane qui a démarré le 29 septembre à Bamako, prendra fin le 6 octobre 2022 à Kangaba sur le site du Kouroukanfouga où sera lue une déclaration qui sera transmise aux autorités nationales en vue de la COP27. « Au cours de son itinéraire, cette caravane fera des escales à Diéma à Kayes, Nionsombougou dans la région de Koulikoro, et la ferme agroécologique de Benkadibougou à Ségou », a-t-il expliqué.

« Les aléas climatiques rendent de plus en plus fragiles les communautés au Mali. Avec 65% de son territoire situé en zone désertique ou semi-désertique, le pays fait face à de nombreux défis sur le plan de la lutte contre la désertification. Ce qui entraîne une situation alimentaire précaire au regard de la forte dépendance du secteur primaire (près de 80% de la population active) », a-t-il avancé.

Rappelons qu'au cours de cette caravane, auront lieu des séries d'activités portant sur la sensibilisation, la formation et la réflexion sur les enjeux liés à l'environnement, au foncier, à l'eau, aux forêts, à la gestion des ressources naturelles, etc., a-t-il expliqué.

Dans la même veine, des interpellations seront adressés aux décideurs sur l'implication des femmes et des jeunes, dans la gestion des politiques et stratégies de lutte contre le changement climatique au niveau local, régional et international.

Rappelons qu'une cinquantaine de caravaniers, composés des membres des différentes organisations, a pris le départ à Bamako.

■ Maffenin Diarra



Coopération : École nationale de police du Mali – académie de police de basse saxe, Allemagne

Le Directeur général de la Police Nationale, l'Inspecteur Général Soulaïmane TRAORE, accompagné du Directeur de la formation, le Contrôleur général Sory KEITA et du Directeur de l'Ecole Nationale de Police, le Commissaire Divisionnaire Sory Sidibé, est rentré ce week-end d'un déplacement en Allemagne, dans le Land de Basse-Saxe. Ce voyage professionnel s'est effectué dans le cadre de la coopération policière existante entre le Mali et l'Allemagne depuis 2017.



Le land de Basse-Saxe, l'un des plus importants d'Allemagne, occupe le deuxième rang par sa superficie et le quatrième par sa population, près de huit millions d'habitants. La délégation policière malienne a été accueillie à Hanovre, la capitale, par Monsieur Axel Brockmann, Président de la police de la région et Monsieur Carsten Rose, Directeur de l'Académie de police ainsi que leurs collaborateurs.

L'invitation du Directeur général et de ses deux collaborateurs a été formulée par leurs homologues allemands voici près d'un an et demi mais les impératifs du moment n'avaient pas permis d'y répondre favorablement. C'est désormais chose faite et de l'avis même du Directeur général, ce séjour a confirmé les excellentes relations existantes entre nos deux nations en matière de coopération policière. Sur place, avec ses collègues, il a pu rencontrer les sept policiers maliens actuellement en stage de police technique et scientifique (PTS) de trois semaines à l'Académie de Basse-Saxe. Il s'agit de deux commissaires, deux officiers et trois sous-officiers, dont deux personnels féminins. Pour preuve de cette en-

tente cordiale entre nos deux administrations, les frais inhérents au stage des sept fonctionnaires ont été assumés par le pays d'accueil, ce dont le Directeur Général Soulaïmane Traoré a tenu à les en remercier.

Au cours de leur séjour qui a duré une semaine, le Directeur général de la police nationale, l'inspecteur général Soulaïmane Traoré ainsi que le directeur de la formation, le Contrôleur général Sory Keita et le directeur de l'Ecole de police, le Commissaire divisionnaire Sory Sidibé, ont effectué de nombreuses visites professionnelles avec leurs collègues allemands. Ces rencontres leur ont ainsi permis de découvrir les activités de la brigade canine, dite aussi brigade cynophile, constituée de maîtres-chiens et de leurs auxiliaires canins, qui assurent différentes missions de sécurisation et de recherche au sein des forces de l'ordre. Ils ont également pu échanger leurs expériences avec les fonctionnaires de la Police Technique et Scientifique (PTS) qui interviennent dans le cadre des seize offices régionaux de police judiciaire allemande et qui contribue à la résolution d'un grand nombre d'affaires criminelles.

Le Président de la police de Basse-Saxe, Axel Brochmann, et le Directeur de l'Académie de police de Hanovre, Carsten Rose, ont assuré notre directeur général, l'inspecteur général Soulaïmane Traoré, de leur intention de renforcer à l'avenir le partenariat policier existant entre nos deux pays. Pour preuve de cette volonté, les deux personnalités allemandes ont confirmé que leurs services accueilleront en mars 2023 deux commissaires et huit officiers de police maliens pour une formation de trois semaines en cybercriminalité et en police technique et scientifique.

Au terme de leur séjour en Basse-Saxe et au nom des plus hautes autorités de la Transition du Mali, le Directeur général de la police nationale, l'Inspecteur général Soulaïmane TRAORE, a exprimé ses plus vifs remerciements et toute sa reconnaissance pour l'excellent accueil réservé à la délégation malienne avec laquelle les contacts ont été très chaleureux dans le cadre du renforcement de la coopération policière avec l'Allemagne.

SOURCE : CELLULE DE COMMUNICATION
DE LA POLICE NATIONALE – CCPN"



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org



RENTREE

ACADEMIQUE

2022-2023

27 septembre: session de rentrée administrative

4 octobre: Session de rentrée pour les étudiants S3 et S5

3 octobre 2022: Messe d'ouverture de l'année Académique 2022-2023

7 octobre: Test et concours d'entrée Masters Droit, Licence Journalisme et Communication

Conversations Citoyennes :

« Le Mali à la recherche d'une identité politique »

L'Observatoire citoyen sur la gouvernance et la sécurité (OCGS) a organisé le samedi 1er octobre au Grand hôtel une rencontre de Conversations citoyennes sous le thème « Le Mali à la recherche d'une identité politique ». Parmi les panelistes : Moussa MARA, ancien premier ministre ; Dr Mariame SIDIBÉ, Chercheure ; et Assétou Founé SAMAKÉ MIGAN, ancienne ministre.



Pour les organisateurs de cette rencontre le concept des « Conversations citoyennes » se veut un cadre de réflexions et d'échanges utiles et enrichissant pour appréhender des situations complexes dans des contextes volatils.

Cette activité a été l'occasion de porter un regard global sur l'instabilité politique et sécuritaire qui caractérise la région du Sahel.

Aussi, dans une dynamique de refondation dans notre pays, au-delà de son caractère institutionnel, il s'agit pour l'OCGS de faire en sorte que ce processus soit approprié par les citoyens - à travers l'organisation des débats

du genre.

Prenant la parole, l'ancien premier ministre, Moussa Mara, a souligné que dans notre pays, la responsabilité publique est assimilée à un tremplin, un moyen de réalisation personnelle, clanique, familiale. D'où la recrudescence des coups d'Etat dans la sous-région.

Selon lui, cette instabilité est également le signe d'une remise en cause de la gouvernance politique, le rapport entre l'Etat et les citoyens. « **Il n'est plus possible aujourd'hui de gouverner dans nos pays comme par le passé. Il va falloir composer avec des sociétés civiles impliquées**

et revendicatives », a-t-il avancé.

Il a expliqué que la gouvernance s'est caractérisée par le manque de vertu des leaders politiques dans l'action publique qui se traduit, par la prévarication, la fraude, l'enrichissement inexpliqué. Une gouvernance où l'élite ne donne plus l'exemple.

Pour sa part, Assétou Founé SAMAKÉ MIGAN, ancienne ministre, a précisé qu'il y a une dichotomie dans nos pays, « **d'un côté, l'élite qui comprend ce qui se passe et de l'autre la grande masse, qui suit. La question du sens et de la cohérence est importante en matière de politique.** », a affirmé Assétou F. SAMAKE.

Elle a pointé du doigt le mimétisme des élites politiques qui ne parviennent pas à saisir et comprendre l'évolution de nos populations. En plus des scènes de rupture, nos Etats font face à l'obscurantisme religieux. Pour elle, nous avons des systèmes éducatifs démodés, caractérisés par des mécanismes de pédagogie défailants.

« **Les populations sont assez fatiguées. On ne peut rien faire avec des peuples en détresse** », a-t-elle affirmé. Par ailleurs, selon Assétou F. SAMAKE le débat sur la laïcité, chez nous, est un faux débat.

« **Nous devons plutôt réfléchir à comment prendre notre multiculturalisme, ethnique pour en faire une idéologie qui concerne et inclut tout le monde** », a-t-elle affirmé.

« **Quand vous avez des Organisations de la société civile inféodées aux partis politiques, c'est un échec** », constate-t-elle. Concernant la refondation, l'ancienne ministre estime indispensable la contribution des partis politiques. Et d'ajouter, sur un autre sujet : « **Les Maliens et même les partenaires du Mali se demandent pourquoi on n'avance pas. La réponse est pourtant simple : parce que tout le monde fait semblant. Parce qu'au-delà des belles paroles, il y a très peu de patriotisme dans ce pays.** »

De son côté, Dr Mariam SIDIBÉ, dénonce une forme de cécité volontaire. Selon elle, dans les hautes sphères de l'Etat, voire au sein de la classe politique, personne ne veut ouvrir les yeux sur les vrais problèmes du pays. Entre les deux, a-t-elle fait savoir, il y a ce peuple réduit en une « **brigade d'acclamations** ».

■ Maffenin Diarra

Comité CNJ de Tabakoto : Fin du bicéphalisme ?

Pour mettre fin au bicéphalisme qui gangrène le comité du Conseil national de la jeunesse de Tabakoto, les jeunes de cette localité ont organisé un grand meeting de soutien au nouveau président local élu de la jeunesse de la localité, Kotimba Sissoko. Ce dernier, pour la jeunesse, est le seul représentant de la faitière des jeunes dans ledit village. A cette occasion le président du conseil communal des jeunes de Sitakili, Fodé Bangaly Cissé, a laissé entendre que Kotimba Sissoko est le seul président légitime et légal des jeunes de Tabakoto.

Le meeting a mobilisé pour la circonstance de nombreux jeunes de la localité, notamment les présidents des conseils locaux d'une vingtaine de villages de la commune de Sitakili.

En effet, le président Cissé a précisé qu'il est important de mettre les points sur les "i" quant à la présidence des jeunes de Tabakoto, une localité qui relève de la commune de Sitakili dans le cercle de Kéniéba. Toujours, selon lui, cela faisait près de deux ans que le mandat de Fasseka Sissoko à la tête du conseil des jeunes de Tabakoto était expiré.

« **Cependant, il a refusé de céder le fauteuil, c'est pourquoi les jeunes de Tabakoto étaient obligés de prendre leurs responsabilités en mettant en place un nouveau bureau sous ma supervision comme ce fut le cas, lors de l'élection de l'ex-président Fasseka lui-même. Au terme de ce processus, les jeunes ont porté leur choix sur Kotimba Sissoko pour un mandat de trois ans** » a expliqué le président du Conseil communal de Sitakili.

Aussi, Fodé Bangaly Cissé a déploré le fait que le président du conseil local de Kéniéba continue toujours d'apporter son soutien au président sortant Fasseka SISSOKO, jusqu'à tenter de l'imposer comme point focal des jeunes dans la commune de Sitakili.

Ce qui n'est pas normal selon lui. Fodé Bangaly Cissé, l'animateur principal de ce meeting, a profité de cette tribune pour inviter les populations, les autorités locales et nationales et les partenaires à soutenir Kotimba qui est, selon lui, le seul président légitime et légal des jeunes de Tabakoto. D'ailleurs, il a révélé que cette affaire avait été transportée devant le tribunal de Kéniéba qui a tranché en leur faveur.

Dans un souci de clarification, M. Cissé a démenti les informations selon lesquelles le maire intérimaire de Sitakili, M'Benba Sissoko dit Papa, serait à l'origine de la division des jeunes de Tabakoto.

Cependant, il a démenti l'information selon laquelle, le maire se trouverait derrière cette situation. « **Non, le maire M'Benba n'est pas à l'origine de la division entre les jeunes, c'est plutôt le président sortant qui a refusé de céder son poste. D'ailleurs, le maire a défendu les jeunes auprès des sociétés minières. Aussi, grâce à lui 100 jeunes sont en train d'être formés dans la conduite des engins lourds, sans oublier qu'il est en train de poursuivre les travaux du lycée et d'une route**

commencée sous le maire défunt » a précisé Fodé Bangaly Cissé.

Quoi qu'il en soit, en cas de violation des textes, la base reste souveraine. Plus précisément, espérons que le président sortant comprenne le message adressé au cours du meeting ayant servi de cadre aux jeunes de la localité, pour réaffirmer tout leur soutien à Kotimba Sissoko, le désormais président du CNJ Tabakoto.

■ Binadjan Dombia



Malick Diaw : « Assimi est le soldat de la renaissance du Mali »

La session d'octobre, traditionnellement consacrée à l'examen et à l'adoption du budget national, s'est ouverte ce lundi 3 octobre 2022 ; sous la présidence du Col Malick DIAW, président du Conseil national de transition (CNT), qui a profité de cette tribune pour réaffirmer la volonté de la transition d'imposer le respect du pays.

Outre les membres du gouvernement et du CNT, l'ouverture solennelle de cette session a été marquée par la présence d'une forte délégation guinéenne conduite par le président de l'organe législatif de ce pays voisin, également en transition, Dansa KOUROUMA.

Dans son discours d'ouverture de la session dite budgétaire, le président du CNT a tenu des propos élogieux à l'endroit du chef de la Transition malienne. Une manière de couper court aux rumeurs les mettant dos à dos.

« Nous sommes tous témoins que malgré les multiples soubresauts et adversités auxquels notre pays est régulièrement confronté, le soldat Assimi GOITA n'a pas été désaxé d'un iota et il ne le sera sûrement jamais », a censuré Malick DIAW.

Soldat dans l'âme et dans le sang, il surnomme désormais Assimi « le Soldat S » qui ne déméritera jamais, à l'instar des autres acteurs du 18 août 2020. Pour lui, si le Président Amadou Toumani TOURE, paix à son âme, a été le soldat de la Démocratie au Mali, son cadet Assimi se trouve être le soldat de la renaissance du Mali.

« En votre nom, je le félicite à nouveau pour tous les efforts qu'il ne cesse de fournir dans la conduite sereine de la transition et lui assurer de toute notre détermination à œuvrer ensemble pour le renouveau de la mère patrie », a salué le président du CNT.

Cette session, qui s'ouvre près d'une semaine après la clôture de la 77e Assemblée générale des Nations unies marquée par le passage du Premier ministre par intérim, a été mise à profit par le CNT pour s'exprimer sa « satisfaction suite à la brillante intervention » de ce dernier.

« Nous nous réjouissons que son discours hautement patriotique et historique ait clairement exprimé les aspirations profondes du

Peuple malien et mis à nu les agissements sournois et discourtois de certains acteurs malveillants contre notre pays », a-t-il déclaré, soutenant que ladite intervention du Premier ministre par intérim a été, à tous les égards, l'opportunité de réaffirmer à la face du monde l'indépendance et la souveraineté du Mali.

Dans cette quête, il a rassuré que la transition allait achever le chantier ouvert par nos pères de l'indépendance.

« Avec fierté, nous notons déjà plusieurs pas importants. En effet, le jeudi 22 septembre 1960, la République du Mali est née et à la date du jeudi 22 septembre 2022 le nouveau Mali aussi est déjà né et se construit progressivement », a-t-il affirmé.

Alors que le pays cherche désespérément les stratégies de réconcilier l'ensemble des fils du pays, le président Malick DIAW a, encore, appelé à l'union et à la cohésion sociale.

« Ce que la République du Mali est en train de vivre n'est nullement une fatalité. Tous les grands pays sont passés par des épisodes douloureux, souvent très douloureux. Notre chemin, il est vrai, n'est pas linéaire ; il n'est pas non plus un fleuve tranquille ; mais ensemble, nous pourrions continuer à remporter des succès importants dans les domaines de la paix, de la sécurité, de la réconciliation nationale et du développement durable », s'est-il montré optimiste.

Par ailleurs, il a loué et s'est réjoui de la dynamique de la coopération entre le Mali et la Guinée Conakry, les deux voisins en transition. Depuis les sanctions de la CEDEAO contre le Mali, les relations entre les États se sont renforcées. À cette occasion, il a salué l'esprit de solidarité de la Guinée Conakry envers notre pays.

« Dans les relations entre le Mali et la Guinée, il y a des signaux qui ne trompent pas. Les faits sont têtus dit-on, mais ce qui s'est passé



entre nos deux pays en l'espace de quelques mois est tout simplement historique », a rappelé Malick DIAW.

En ces moments décisifs de la vie des deux nations, le président Malick DIAW conseille aux deux peuples de se souvenir de la célèbre déclaration de Feu Président Sékou Touré : « Nous ne renoncerons pas et nous ne renoncrons jamais à notre droit légitime et naturel à l'indépendance. Il n'y a pas de dignité sans liberté, nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage. »

S'agissant de l'ordre du jour de la présente session ordinaire, a-t-il indiqué, il sera principalement consacré à l'examen du projet de loi de finances 2023.

Outre la loi de finances 2023, d'autres projets de loi sont déjà inscrits dans notre tableau de saisines. Il s'agit, entre autres : du projet de loi de finances rectificative du budget 2022, de la loi de règlement du budget d'État 2018 ; du projet de loi fixant les règles générales relatives à la réparation des préjudices causés par les violations graves des droits de l'Homme.

Sans oublier les projets de loi portant, respectivement : création de la Direction de la Justice militaire, de la Direction centrale du Service de Santé des Armées, de la Direction générale des Douanes et de la Société de Recherche et d'Exploitation des Ressources minérales du Mali ainsi que du projet de loi relatif à la modification du Statut des Fonctionnaires des Collectivités territoriales.

PAR SIKOU BAH
Source : Info-Matin

US et coutume : La charte du Kouroukan Fouga

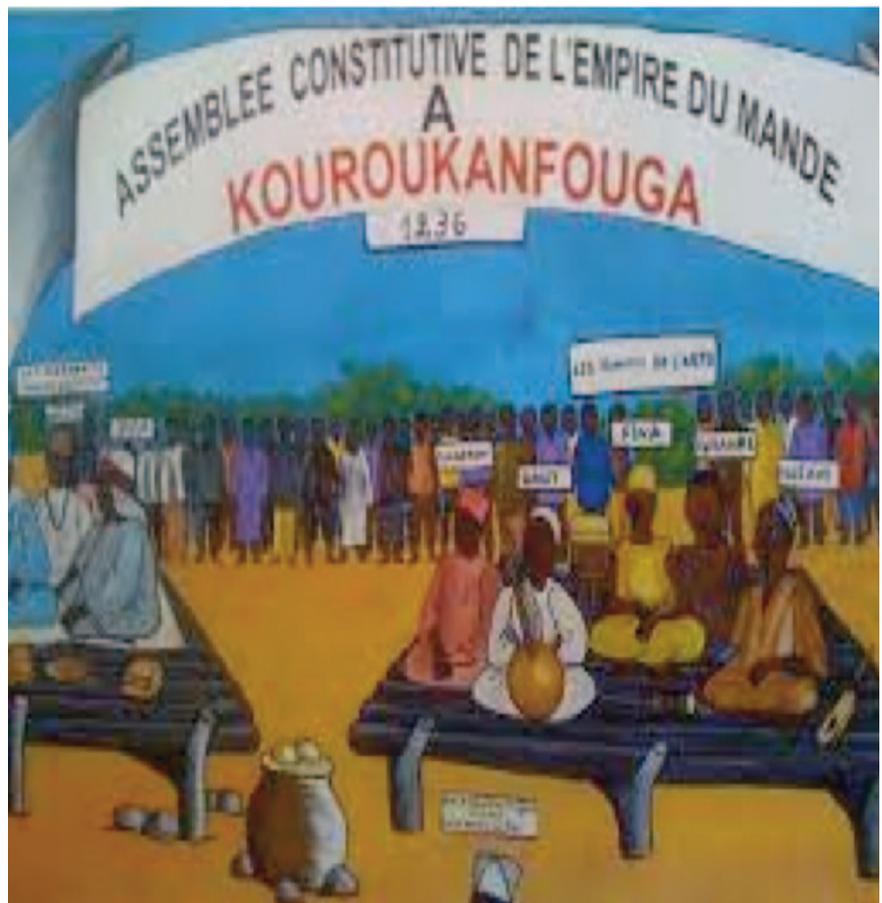
La charte du Manden, charte du Mandé, charte de Kouroukan Fouga, ou encore, en langue malinké, Manden siguikan, est la transcription d'un contenu oral, lequel remonterait au règne du premier souverain Soundjata Keita qui vécut de 1190 à 1255. Elle aurait été solennellement proclamée le jour de l'intronisation de Soundjata Keita comme empereur du Mali à la fin de l'année 1236. Il existe plusieurs textes de la Charte, celui décrit ci-dessous qui remonterait à 1222 et provient des travaux menés à partir des années 1970 par Wa Kamissoko et Youssof Tata Cissé, elle est inscrite en 2009 par l'UNESCO sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Ce texte est considéré par les mandenkas (peuples qui ont en commun la langue mandingue) comme l'une des plus anciennes références concernant les droits fondamentaux. Sa reconnaissance par l'UNESCO devrait confirmer sa valeur juridique et sa portée universelle.

Œuvre de lettrés, ce texte en forme de serment est connu dans deux versions : l'une datée de 1222 et comportant sept chapitres, l'autre de 1236 et comportant quarante-quatre articles. Ces deux versions ont été retranscrites à partir de travaux conduits depuis les années 1960 auprès de griots dépositaires de ces récits, appartenant en particulier à la confrérie des chasseurs.

En 1949, le lettré guinéen Souleymane Kanté publie une compilation de 130 règles juridiques qu'il date de 1236 et situe à « Kurukan Fuga ». En 1960, Djibril Tamsir Niane publie Sunjata ou l'épopée mandingue, traduction en français d'un récit oral produit par Mamadou Kouyaté qui évoque la construction d'un corpus juridique à « Koroukan fouga ». En 1998, à l'occasion d'un atelier sur la collecte et la sauvegarde du patrimoine oral africain, organisé à Kankan (Guinée) par l'agence pour la francophonie et le CELTHO, Siriman Kouyaté compose un texte de 44 articles à partir de plusieurs récits oraux qu'il date de 1236. Enfin, Youssof Tata Cissé publie le Testament de Sunjata puis le Serment des chasseurs, d'après des récits de Wa [HYPERLINK "https://fr.wikipedia.org/wiki/Wa_Kamissoko"](https://fr.wikipedia.org/wiki/Wa_Kamissoko) Kamissoko qu'il date de 1222. Le Serment des chasseurs est renommé Charte du Mandé en 2007.

Le contenu de la charte : Après un préambule « à l'adresse des douze parties du Monde et au nom du Mandé tout entier », la charte mentionne sept paroles, qui sont autant d'entêtes d'articles de la charte : « Une vie est une vie » ; « Une vie n'est pas plus ancienne ni plus respectable qu'une autre vie, de même qu'une



autre vie n'est pas supérieure à une autre vie » ; « Que nul ne s'en prenne gratuitement à son voisin, que nul ne cause du tort à son prochain, que nul ne martyrise son semblable » ; « Le tort demande réparation » ; « Pratique l'entraide » ; « Veille sur la patrie » ; « La faim n'est pas une bonne chose, l'esclavage n'est pas non plus une bonne chose » ; « La guerre ne détruira plus jamais de village pour y prélever des esclaves ; c'est dire que nul ne placera désormais le mors dans la bouche de son semblable pour aller le vendre ; personne ne sera non plus battu au Mandé, a fortiori mis à mort, parce qu'il est fils d'esclave » ; « Chacun est libre de ses actes, dans le respect des interdits des lois de sa patrie ».

Selon les transpositeurs de la charte du Man-

den, l'abolition de l'esclavage fut une œuvre maîtresse de Soundjata Keita et de l'Empire du Mali. On trouverait dans cette charte les notions de respect de la vie humaine, de droit à la vie, les principes d'égalité et de non-discrimination, de liberté individuelle, de justice, d'équité et de solidarité. En contestant l'esclavage, elle identifierait la violence des situations comme précédant la violence de la guerre

Le 16 mars 2011, le gouvernement malien a adopté en Conseil des ministres un projet de décret portant classement dans le patrimoine culturel national de la Charte du Manden.

Oumou SISSOKO

Source : L'Alternance

Burkina : Manifestation à Ouagadougou contre une visite ouest-africaine



Plusieurs dizaines de personnes ont manifesté mardi à Ouagadougou contre la visite d'une délégation ouest-africaine venue évaluer la situation au Burkina Faso quelques jours après un deuxième coup d'Etat en huit mois. La mission de cette délégation de la Communauté des Etats d'Afrique de l'ouest (Cédéao) s'est achevée en fin d'après-midi. Elle lui a donné "l'occasion d'avoir deux rencontres importantes: une première avec les chefs traditionnels et religieux et la principale rencontre avec le capitaine Ibrahim Traoré", le nouvel homme fort du pays, a déclaré l'ancien président nigérien Mahamadou Issoufou, membre de la délégation et médiateur de la Cédéao pour le Burkina, qui a jugé que le pays a été pendant le week-end "au bord du gouffre". Les rencontres se sont tenues à l'aéroport de Ouagadougou où plusieurs dizaines de manifestants affichaient leur hostilité, brandissant des drapeaux russes et scandant des slogans anti-France et anti-Cédéao. "La Cédéao, c'est aujourd'hui une honte", a dit à l'AFP l'enseignant Amadou Sagada, martelant que "le peuple burkinabè est debout et ne veut plus se laisser faire". "Non à l'ingérence de la Cédéao", "France dégage", "Ensemble disons non à la France" ou encore "Vive la coopération Russie-Burkina", pouvait-on entendre de la part des manifestants, rassemblés en groupes épars sur plusieurs artères de la capitale. La délégation était arrivée mardi matin pour y rencontrer le capitaine Traoré, qui a renversé vendredi le lieutenant-colonel Damiba, lui-

même arrivé au pouvoir lors d'un putsch en janvier.

"Cette mission est une prise de contact avec les nouvelles autorités de la transition dans le cadre de l'accompagnement dont notre pays bénéficie" de la part de ses voisins ouest-africains, a déclaré M. Traoré dans un communiqué publié avant la rencontre.

"Rigueur de la loi"

Il a prévenu que "toute personne qui entreprendra des actes de nature à perturber le bon déroulement de la mission de la Cédéao se verra appliquer la rigueur de la loi".

Pendant le week-end, alors que la situation restait confuse sur les intentions de M. Damiba, des bâtiments diplomatiques et représentant des intérêts de la France avaient été pris pour cibles par des manifestants favorables au capitaine Traoré.

Après s'être dans un premier temps opposé à sa destitution, le lieutenant-colonel Damiba avait fini par accepter de démissionner dimanche et partir à Lomé.

En fin de semaine dernière, des manifestants qui réclamaient le départ de M. Damiba, accusé d'avoir été protégé par Paris, avaient déjà brandi des drapeaux russes, demandant un renforcement de la coopération militaire avec Moscou. L'influence russe ne cesse de croître dans plusieurs pays d'Afrique francophone, particulièrement au Mali et en Centrafrique. Evguéni Prigoujine, un homme d'affaires russe proche du Kremlin et fondateur du groupe pa-

ramilitaire Wagner, a dans une publication sur les réseaux sociaux apporté son "soutien" au nouveau dirigeant burkinabè Traoré.

La Cédéao est régulièrement accusée par ses opposants de défendre systématiquement les dirigeants en place sans tenir compte des aspirations populaires, et certains de ses dirigeants d'être inféodés à l'ancienne puissance coloniale française.

Le capitaine Traoré a promis de respecter les engagements pris par son prédécesseur à l'égard de la Cédéao sur l'organisation d'élections et un retour de civils au pouvoir au plus tard en juillet 2024.

La ville de Djibo ravitaillée

Il a en partie justifié son coup d'Etat en reprochant à son prédécesseur "la dégradation continue de la situation sécuritaire" dans un pays miné par la violence jihadiste et où les attaques sanglantes contre civils et militaires se sont multipliées ces derniers mois.

Depuis 2015, les attaques régulières de groupes armés affiliés à Al-Qaïda et au groupe Etat islamique (EI) ont fait des milliers de morts et provoqué le déplacement de quelque deux millions de personnes. Une majorité du territoire échappe au contrôle de l'Etat, notamment du côté des frontières avec le Mali et le Niger. Fin septembre, un convoi de ravitaillement à destination de Djibo, l'une des villes majeures du nord du pays sous blocus jihadiste depuis plusieurs mois, a été attaqué par des jihadistes présumés.

Un nouveau bilan publié mardi fait état de 27 soldats tués - contre onze auparavant - et dont les obsèques auront lieu vendredi à Ouagadougou. Une cinquantaine de civils restaient toujours disparus. Djibo, qui n'a pas vu de convoi de ravitaillement routier arriver depuis une quarantaine de jours, selon le syndicat des transporteurs, a été ravitaillé par hélicoptère mardi dans la journée. 70 tonnes de nourriture y ont été acheminées, selon l'état-major burkinabè des armées.

AFP

A la pré-COP27 de Kinshasa : Comme prévu le Sud s'est fait entendre

Comme attendu, les pays du Sud ont plaidé leur cause et mis le monde industrialisé devant ses responsabilités durant les deux jours de la "pré-COP27" organisée à Kinshasa, à un mois du sommet sur le climat prévu en novembre en Egypte.

Une cérémonie de clôture est prévue mardi soir, après deux jours de discussions entre ministres et spécialistes de l'environnement d'une soixantaine de pays, qui ont travaillé sur les thèmes habituels des négociations sur le climat: adaptation, atténuation, finance, "pertes et préjudices". "Du point de vue de la diplomatie climatique, c'est un succès", a jugé un haut responsable congolais.

La ministre de l'Environnement de RDC, Eve Bazaïba, à la manœuvre depuis des semaines pour piloter cette "pré-COP" co-organisée avec l'Egypte, semblait satisfaite elle aussi en annonçant au 2e jour de réunion la formation prochaine d'un front commun des grands pays forestiers que sont la RD Congo, le Brésil et l'Indonésie. Il s'agira pour eux de se présenter en force aux négociations sur le climat et la biodiversité, pour parler préservation du couvert forestier mais aussi de "l'accès aux finances climat" et du "prix de la tonne de carbone". Au cœur du Bassin du Congo, la RDC avait donné le ton dès l'ouverture de la pré-COP, avec des discours très fermes de Mme

Bazaïba et du Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde.

Comme nombre d'autres pays en développement, la RDC aura de plus en plus de mal à "opérer un choix" entre la lutte contre "l'extrême pauvreté" et "la lourde facture à payer pour l'adaptation au changement climatique", si les pays industrialisés ne lui offrent pas "d'alternatives technologiques et financières conséquentes". "Nous avons besoin d'oxygène, nous avons aussi besoin de pain", avait lancé Mme Bazaïba. Le chef du gouvernement s'était quant à lui emporté contre ceux qui voudraient empêcher la RDC d'exploiter son pétrole, alors que des pays européens viennent de renouer avec des énergies polluantes pour compenser le déficit d'énergie provoqué par la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

"Urgence de l'action"

Le gouvernement congolais a lancé fin juillet des appels d'offre pour 30 blocs pétroliers et gaziers, s'attirant les critiques d'organisations de défense de l'environnement. Celles-ci font valoir que l'exploitation pétrolière dans les forêts et tourbières du Bassin du Congo risque de libérer de grandes quantités de carbone. Devant la presse, l'envoyé spécial américain pour le climat John Kerry ne s'est pas opposé

à l'exploitation du pétrole congolais, mais a déclaré que Washington avait demandé à Kinshasa de renoncer aux blocs situés dans des zones sensibles, forêts ou tourbières.

La veille déjà, John Kerry avait jugé possible de "trouver un équilibre entre la nécessité de protéger le Bassin du Congo et les exigences de développement et de création d'emplois". Il a précisé mardi qu'il comptait évoquer le sujet avec le président de RDC Félix Tshisekedi. Les discours congolais d'ouverture des travaux ont été qualifiés de "virulents", voire "va-t-en guerre" par certains participants à la pré-COP. Mais cette réunion a été "très utile", a estimé, parmi d'autres, la ministre française de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, interrogée par l'AFP.

"Je suis arrivée ici un peu inquiète, compte tenu des tensions géopolitiques" ou des "attentes et déceptions" depuis la COP26 de Glasgow, a-t-elle déclaré. "Je repars avec le sentiment que cet événement a permis de resserrer les positions, de redire l'urgence de l'action, de bien définir les chantiers sur lesquels on peut avancer", a-t-elle ajouté.

Le sujet des "pertes et dommages" (ou "préjudices") causés par le dérèglement du climat sera discuté à Charm-el-Cheikh, a poursuivi la ministre, "parce que c'est une question essentielle (...) qui concerne tous les pays" confrontés à des "dégâts irréversibles du changement climatique". Mais il faut être "pragmatique", "avoir des résultats" et "simplifier l'accès aux financements", plutôt selon elle que de "créer un énième fonds qui suscitera les mêmes réserves...".

AFP



CAN 2025 : L'Algérie candidate pour remplacer la Guinée

L'Algérie sera candidate à l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en 2025 à la place de la Guinée, a annoncé samedi le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Zefizef Djahid. La Confédération africaine de football (CAF) avait annoncé vendredi avoir retiré l'organisation de la CAN en 2025 à la Guinée, qui n'est pas prête.

"L'Algérie sera candidate pour accueillir la

CAN 2025", a annoncé M. Djahid qui s'exprimait lors du tirage au sort samedi du septième championnat d'Afrique des nations à Alger. Lors d'une conférence de presse tenue à la même occasion, le Sud-Africain Patrice Motsepe, président de la Confédération africaine de football (CAF), a indiqué qu'"une dizaine de pays" étaient intéressés pour remplacer la Guinée.

"Je peux vous assurer que nous n'allons pas

choisir un pays qui n'est pas au niveau requis pour satisfaire à nos critères", a-t-il dit, sans toutefois nommer ces pays.

Le Maroc, le Nigeria et le Sénégal pourraient également faire partie de cette liste.

La CAF a réuni samedi à Alger son comité exécutif qui a commencé à recevoir les nouvelles candidatures pour la CAN-2025. Un responsable de la fédération marocaine a fait savoir samedi que son pays "envisage" d'être candidat. "Aucun pays ne sera favorisé" pour organiser la CAN, a toutefois affirmé M. Motsepe.

AFP





Bélier (21 mars - 19 avril)

Malgré des complications qui vous obligeront à vous positionner, vous parviendrez à vous en sortir sans trop de heurts, à condition de miser à fond sur votre enthousiasme et votre pragmatisme. Vous attirerez la confiance et l'admiration de vos supérieurs.

Si vous avez à négocier des transactions, vous pourrez compter sur le soutien de Mercure qui vous apportera les éléments nécessaires pour les mener à bien. Des opérations diverses pourraient vous dégager de soucis administratifs, bancaires, financiers.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vénus vous rend irrésistible et la Lune magnétique. Un cocktail de choc si vous devez convaincre votre patron, des clients ou un futur employeur. Profitez de ce ciel astral favorable pour effectuer vos démarches professionnelles, vous ne serez pas déçu.

La Lune conjointe à Neptune développe votre flair dans ce domaine. Vous n'aurez aucun mal à renifler les bonnes affaires, comme les mauvais plans. Ceci vous donnera l'occasion d'écarter un projet d'investissement que vous ne sentez pas fiable.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si vous travaillez en équipe, pensez à laisser travailler les autres. L'un d'eux pourrait vous donner ses tâches à faire. Ne soyez pas attentionné, restez ferme dans votre travail, car l'hypocrisie règne. Il est conseillé de garder le cap sur vos fonctions.

Ne vous laissez pas influencer par les demandes venant de vos relations. Votre gentillesse peut vous exposer à sortir plus d'argent que d'ordinaire. La sagesse est recommandée. Jupiter en Sagittaire vous rend dépensier sur des articles haut de gamme.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les projets que vous aviez lancés pourraient prendre une tournure positive. Peut-être même encore plus ce à quoi vous vous attendiez. Cela vous sera agréable de voir à quel point les personnes qui vous entoureront auront confiance en vos capacités.

Vous serez bien en peine de répondre, car vous n'aurez pas la moindre idée du montant que vous pourrez investir. Il faudra pourtant vous y coller afin de décider si vous serez en mesure de vous autofinancer ou si vous devez effectuer une demande de prêt.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous pouvez développer de nouveaux projets, car votre sens de l'initiative s'éveille. Des tâches peuvent avoir un lien avec une création de projet et une implication importante est demandée. Vous arrivez à relever le challenge sans vous décourager.

Vous êtes dépensier en ce moment et il est difficile de ne pas craquer devant les belles choses. Une passion peut vous entraîner vers des frais superflus qui se cumulent aux dépenses et charges liées à la vie domestique. Des petites concessions sont à faire.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Écoutez votre petite voix intérieure qui vous dit que votre interlocuteur vous mène en bateau ! Vous avez suffisamment de qualités professionnelles pour ne pas accepter n'importe quoi, d'autant plus quand on tente de vous prendre pour un pigeon.

Si vous voulez renflouer vos comptes, pensez aux vide-greniers ou aux sites de vente en ligne. Ce sera l'occasion de faire du tri dans vos placards et de gagner une petite somme pas désagréable. Mais n'en profitez pas pour dépenser cet argent avant même de l'avoir gagné !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des activités sont à faire sous un délai court. Vous ne pouvez suivre le rythme et pourtant vous n'avez guère le choix. Une ambiance tendue s'est installée et la communication entre collaborateurs est insuffisante pour travailler dans de bonnes conditions.

Vos frais partent dans les dépenses liées à la famille ou aux charges anciennes, non réglées. D'anciennes dettes peuvent ralentir votre progression financière vers l'aisance. La trésorerie insuffisante demande encore de la concession et des frustrations.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si votre poste vous oblige à travailler aujourd'hui, vous mettez les bouchées doubles, car vous serez particulièrement ambitieux sur la qualité de vos prestations. Vous serez également très exigeant, mais ce sera pour la bonne marche de votre activité.

Attention aux turbulences planétaires qui pourraient vous rendre imprudent. Uranus en face de vous vous poussera à prendre des risques sans forcément en mesurer les conséquences et vous incitera à vous offrir ce qui vous plaira sans regarder les prix.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

S'il y a bien un endroit où vous devez tenir votre langue aujourd'hui, c'est à votre bureau. Les dissonances vous déconseillent de l'ouvrir ! Et si vous ne pouvez vraiment pas vous en empêcher, dites les choses avec diplomatie, faites un effort...

Le carré Jupiter/Neptune vous met en garde contre des dépenses excessives. Vous n'avez pas besoin de vous ruiner pour vous faire aimer ou pour séduire. Soyez vous-même, généreux sans excès et souriez, c'est votre plus belle arme.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous savez ce que vous voulez et vous ne perdez pas votre objectif de vue. Peu importe les efforts que ça vous a demandés, vous allez enfin pouvoir savourer de récolter le fruit de votre investissement. Une bonne nouvelle vous attend, profitez-en !

Toujours aussi responsable dans ce domaine, la Lune sextile à Saturne vous permet de faire un bilan complet de l'état de vos finances. Rien ne sera laissé au hasard et vous jonglerez habilement avec les dépenses de fin du mois sans rogner sur quelques plaisirs pour vos proches.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Avant de retrouver une sensation d'épanouissement, vous devez passer par d'autres étapes. Une démission est envisagée, mais le destin peut vous placer au bon moment au bon endroit dans un nouveau poste. Une proposition imprévue vous est favorable.

Il règne de l'instabilité dans votre budget. Malgré le salaire, vos charges sont élevées et vous peinez à redresser la situation. De la patience est encore demandée. Pour la bonne cause, vous trouvez des petites astuces pour gagner quelques économies.



Poisson (19 février - 21 mars)

Peu importera que l'on commente vos décisions. Les résultats seront suffisamment parlants pour faire taire les bavards. Vous ne vous laisserez pas faire, essayant de garder votre sang-froid. Mieux vaudra feindre l'indifférence que de claquer la porte.

Vous devrez vous creuser les méninges pour trouver comment gagner davantage d'argent. D'abord, parce que vos frais augmenteront, ensuite parce que vos charges deviendront pesantes. Il n'y aura peut-être pas urgence, mais vous prendrez les devants.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23